

pas : *« Je n'ai pas de crainte sur l'intérêt et l'utilité de cette ligne pour le territoire. (...) Le permis de construire de la gare sera délivré en 2018. »*

*« À l'heure où on exige une réduction du déficit public, est-ce qu'on peut se priver de 3 milliards d'investissements privés »,* conclut Jean-Pierre Blazy. Lequel, dans une zone sinistrée par le chômage, se raccroche à la promesse de cette hypothétique manne financière qui assurerait au territoire croissance et attractivité. Raison pour laquelle, d'ailleurs, il refuse de soutenir le projet alternatif de valorisation des terres agricoles porté par le groupement Carma.

**« Pour qu'un projet fonctionne, il faut une rentabilité économique »**

Ce dernier prévoit de protéger 170 hectares de terres agricoles en y installant un pôle de recherche et de formation de l'agriculture innovante, du maraîchage et de la production céréalière couplés à des activités de transformation et de commercialisation des produits, ainsi qu'une unité de méthanisation, avec des emplois à la clé dans le domaine de la transition agricole et énergétique. Comme le souligne Robert Spizzichino, ingénieur-urbaniste et coordinateur du projet Carma, *« l'augmentation de la demande en produits bio, locaux, frais et de saison, à des prix abordables démontre sa validité. Le maintien de terres agricoles et la mise en valeur de ce patrimoine à proximité de grands centres urbains sont devenus une évidence ».*

*« Pour qu'un projet fonctionne, il faut une rentabilité économique. On est dans un système libéral »,* rétorque le maire de Gonesse.

Comprendre : dans un contexte de disette budgétaire, Carma ne valorise pas financièrement le foncier et n'offre pas de recettes fiscales nouvelles...

Le *« débat est devenu impossible »*, constate Bernard Loup, qui milite pour une *« autre politique »* que celle de *« ces élus qui utilisent les difficultés sociales pour mener des politiques qui ne règlent rien ».*

Autant dire que le bras de fer entamé depuis huit ans entre défenseurs et opposants de l'urbanisation du triangle de Gonesse semble arriver à un point de non-retour. Avec une petite longueur d'avance, cependant, pour les militants écologistes.

**ALEXANDRA CHAIGNON**